

<https://sudeducation92.ouvaton.org/spip.php?article415>



Lutte pour les retraites : notre bilan

- INTERPROFESSIONNEL



Date de mise en ligne : lundi 4 avril 2011

Copyright © SUD éducation 92 - Tous droits réservés

Nous n'avions pas d'autre choix ...

... que celui d'engager le rapport de force contre le gouvernement pour le faire reculer et faire échec à ce nouveau projet visant à obliger certains salariés à travailler plus longtemps et à diminuer sensiblement la pension de la plupart d'entre eux. La protection sociale, les salaires et les services publics (dont celui d'éducation) doivent être défendus avec toute l'énergie et les moyens dont nous disposons face à l'appétit insatiable des profits du Capital. Nous partageons la philosophie qui a amené le Conseil National de la Résistance à construire un système de protection sociale basé sur la solidarité et les besoins de chacun et non sur l'épargne ou le « mérite ».

La loi a été votée et promulguée, et pourtant ...

... des millions de personnes, salariées, chômeuses ou encore retraitées, ont participé aux grèves, aux manifestations, aux blocages et autres actions de différente nature. De nombreux salariés se sont mis en grève pour la première fois (contrats précaires et salariés de petites entreprises notamment). Le mouvement s'est inscrit dans la durée (de juin à novembre, mais avec des actions et des préparatifs dès le printemps 2010). Beaucoup de liens et d'actions ont été menées dans un cadre interprofessionnel et intersyndical. Un grand nombre de réunions publiques se sont tenues pour informer et porter une analyse économique différente de celles du gouvernement et de son opposition officielle (parti socialiste, directions de la CFDT et de la CGT) relayées par les médias principaux ; réunions auxquelles ont participé de nombreux économistes évités dans ces mêmes médias (B.Friot, M.Husson, P.Khalifa, F.Lordon, ...), attirant l'attention sur le partage des richesses plutôt que sur la stricte gestion comptable de ce que les gouvernements successifs ont choisi de laisser à la protection sociale. Même les instituts de sondage et les journaux télévisés ont eu bien du mal à trouver les questions, les effets d'annonce et la stratégie de communication permettant de minorer le phénomène sans apparaître trop subjectifs, et ont du admettre, dans un premier temps, le soutien très majoritaire de la population au mouvement de grève et de blocage (avant d'annoncer son essoufflement fin octobre, avant qu'il soit effectif).

Nous (les participants à ce mouvement social) avons donc réussi ...

... à provoquer de vrais débats de fond sur ce que doit être la protection sociale, à faire la preuve du mépris des dirigeants de ce pays pour l'opinion du peuple (s'ajoutant au peu de cas fait au « non » au Traité Constitutionnel Européen), et à démontrer que devant une telle absence de valeurs démocratiques, le seul moyen de faire admettre le choix de la majorité était malheureusement le blocage de l'économie. C'est, bien entendu, dans cette tentative que nous avons échoué car le blocage réel n'a concerné que trop peu de secteurs ou d'entreprises. Enfin, certains secteurs très engagés ont pu obtenir quelques consolations salariales (cantinières de Marseille, salariés de la plateforme-colis de Gennevilliers), ou même la création d'un régime spécial pour les marins.

Ce n'est qu'une étape ...

... dans l'histoire de ce conflit d'intérêt entre la qualité de vie de chacun et la cupidité sans limites d'une minorité. Faire le bilan doit nous servir à être plus efficaces à l'avenir, car, nous le savons, de nouvelles attaques contre les salaires, les services publics et la protection sociale se préparent.

C'est ce que l'Union Syndicale SOLIDAIRES, ainsi que d'autres organisations syndicales, politiques et associatives, s'est efforcée de faire dès le mois de mars 2010. Les militants de SUD-éducation 92 ont conçu et distribué des fiches thématiques sur les retraites (revendications, historique, démographie, inégalités hommes-femmes, ...). Ce matériel a été diffusé à l'échelle de nos forces militantes et a permis de contrebalancer le discours médiatique. Cela prouve que nous avons tous intérêt à nous investir dans un syndicalisme de lutte. Nous avons aussi organisé des réunions d'information syndicale. Nous avons relayé l'appel commun d'ATTAC et de la Fondation Copernic, et cherché l'union

la plus large des organisations et des individus sur une base revendicative minimale à nos yeux : 37,5 annuités de cotisation, départ à 60 ans et 75% du meilleur salaire. Un collectif départemental s'est constitué sur cette base, réunissant FSU, SOLIDAIRES, Attac, Alternatifs, FASE, GEM, Motivés, NPA, PCF, PG, ainsi que de nombreux collectifs locaux, auxquels se sont joints des sections CGT. Ces collectifs ont permis d'afficher dans l'unité la volonté de porter une autre analyse et d'ouvrir largement le débat sur le financement des retraites grâce notamment à de nombreuses diffusions de tracts et l'organisation de réunions publiques auxquelles des économistes ont participé (B.Friot, M.Husson, C.Marty, ...).

Auto organisation des luttes

Sans illusions sur l'attitude des directions syndicales, nous n'attendions pas de l'intersyndicale nationale un appel à une radicalisation du mouvement (reconduction de la grève et blocage des lieux de travail). Nous avons donc participé activement aux AG et aux actions interprofessionnelles avec l'UL CGT de Gennevilliers-Villeneuve, la CGT-éduc 92, SUD-PTT 92, SUD-rail St Lazare, la CNT-92, plusieurs sections CGT, des militants de la FSU et des individuels. Nous restons effectivement convaincus qu'une victoire passe par des grèves et de manifestations, nationales ou régionales, mais aussi par l'information les actions de blocage qui s'organisent localement et solidairement entre les salariés de différents secteurs.

Les différents piquets de grève (plateforme-colis de Gennevilliers, bureaux de poste de Villeneuve, ...) et autres actions ont rencontré un grand succès en terme de participants, et ont permis, comme les AG interpro et les caisses de grève, de tisser des liens et de construire des solidarités entre les participants. Cette dynamique collective s'est d'ailleurs retrouvée dans les manifestations parisiennes où de nombreux salariés, étudiants ou retraités du département ont choisi de participer au cortège de l'« interpro 92 » quelque soit leur secteur d'activité ou leur syndicat. C'est évidemment une stratégie à renouveler et à développer, pour rassembler toujours plus de participants, car c'est, pour nous, une démarche essentielle pour réussir à construire un rapport de force efficace.

Union Syndicale SOLIDAIRES

Pour nous, les porte-parole de SOLIDAIRES ont eu raison de participer à l'intersyndicale nationale qui était nécessaire pour essayer de construire un front syndical large et efficace. Il était aussi important de se démarquer, comme par exemple après les 3 journées de grève très réussies (juin, 7 et 23 septembre) lorsque l'intersyndicale a refusé de soutenir clairement les grèves reconduites. De même, il était essentiel de faire une contre-proposition lorsque, le 21 octobre, l'intersyndicale condamnait les blocages (déclaration adoptée par l'intersyndicale mais non signée par FO et Solidaires).

La répression engendre les émeutes

N'oublions pas de dénoncer la répression qui sévit comme à chaque fois pendant, mais aussi après le mouvement. Plusieurs interventions policières qui ont eu lieu devant des lycées bloqués par les élèves ont été très brutales (comme au lycée Valmy à Colombes). Des collègues sont l'objet de demande de sanctions, car certains chefs d'établissement ont du mal à gérer le climat de tension de ces périodes. Enfin, signalons que les émeutes de Nanterre, qui ont eu lieu pendant le mouvement, ont notamment pour origine la répression qui s'est abattue sur des élèves participant aux blocages du lycée Joliot-Curie ces dernières années. Les tensions qui résultent de ces décisions et des interventions policières de « déblocage » sont à l'origine d'une nette dégradation du climat entre le lycée et les élèves. Cette stratégie consistant à faire systématiquement appel à la police pour débloquer le lycée avait d'ailleurs été approuvée par le Recteur lorsque nous l'avions rencontré sur le sujet il y a 2 ans. Heureusement cette analyse n'est pas partagée par tous les responsables dans l'Education Nationale : dans d'autres lycées bloqués, la présence des collègues à l'entrée et l'attitude plus sereine de la direction ont permis d'éviter une telle dégradation.

L'illusion électorale

Si les grands médias se passionnent pour les futurs candidats à la candidature dès l'élection du nouveau monarque, et si beaucoup de collègues semblent espérer un changement par cette voie, ce n'est pas notre cas. Nous n'avons pas la mémoire si courte, nous avons connu Jospin le privatiseur, Allègre le dégraisseur, Strauss-Kahn le FMIste grand ami du patronat et bien d'autres carriéristes. Nous savons que ce système est verrouillé pour ne laisser aucune chance à une réelle alternative politique. Nous sommes convaincus, de toute façon, que le pouvoir économique saurait faire entendre raison à une poignée de justiciers, fussent-ils élus à la tête de l'Etat. Une véritable transformation sociale passe par une large conscientisation et une large mobilisation des salarié-e-s et des exclu-e-s du système.

Se syndiquer pour gagner

Si l'auto-organisation des luttes nous semble essentielle pour déborder les stratégies frileuses des directions syndicales et dépasser les clivages professionnels et syndicaux, nous sommes convaincus qu'un mouvement efficace se prépare en amont et doit se construire très rapidement. C'est pourquoi il est essentiel de se rassembler pour faire ce travail et construire des outils de communication, d'organisation, de défense juridique et de solidarité financière. Rappelons que la réservation des salles de réunion, le tirage des tracts, les mégaphones, les sonos sont obtenus grâce aux moyens des syndicats. Nous encourageons donc tous ceux qui ne l'ont pas encore fait à se syndiquer, de préférence à SUD-éducation, si vous vous retrouvez dans nos orientations et notre stratégie.

Pour plus d'infos, voir les articles sur les retraites de la rubrique « interprofessionnel » de notre site :

<http://sudeducation92.ouvaton.org/>